



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service Procédures Environnementales et Utilité Publique**

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté

**portant enregistrement pour l'exploitation d'installations de recyclage et
de traitement de matériaux inertes,
en application de l'article L.512-7 du Code de l'environnement,
de la société COLAS FRANCE à Naujac-sur-Mer (33390)**

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M. Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

VU l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016, prévu par l'article L. 512-10 du code de l'environnement, relatif aux prescriptions applicables aux ICPE soumises à déclaration au titre de la rubrique 4801 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature des ICPE ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, prévu par l'article L.512-7 du code de l'environnement, relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à enregistrement au titre des rubriques 2515 et 2517 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997, prévu par l'article L.512-10 du code de l'environnement, relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration au titre de la rubrique 2521 ;

VU le Plan National de Prévention des Déchets 2021-2027 ;

VU le SRADDET Nouvelle-Aquitaine approuvé le 27 mars 2020 ;

- VU** le SDAGE Adour-Garonne 2022-2027 adopté et approuvé le 10 mars 2022 ;
- VU** le SAGE Estuaire de la Gironde et milieux associés approuvé le 30 août 2013 ;
- VU** le SAGE Nappes profondes de Gironde approuvé en 2003 et révisé le 18 juin 2013 ;
- VU** le Schéma Départemental des Carrières approuvé le 31 mars 2003 ;
- VU** le PPRIF de Naujac-sur-Mer ;
- VU** la Charte du PNR Médoc ;
- VU** le récépissé de déclaration au titre des rubriques n°2515 et 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement délivré le 12 février 2010 à la société COLAS FRANCE ;
- VU** le courrier de la société COLAS daté du 13 mai 2016 demandant l'acquisition de droits au bénéfice de l'antériorité pour les installations relevant des rubriques n°2515, 2517 et 4801 à déclaration de la nomenclature des ICPE ;
- VU** la demande présentée en date du 1er avril 2025 par la société COLAS FRANCE pour l'enregistrement d'installations de recyclage et de traitement de matériaux inertes (rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de Naujac-sur-Mer (33390) et pour l'aménagement d'une prescription générale d'un arrêté ministériel applicable ;
- VU** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés ;
- VU** la demande de compléments transmise le 16 avril 2025 ;
- VU** les compléments transmis le 17 juillet 2025 ;
- VU** le rapport de recevabilité de la demande d'enregistrement en date du 30 juillet 2025 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2025 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;
- VU** l'absence d'observation du public entre le 13 octobre et le 10 novembre 2025 ;
- VU** les observations des conseils municipaux consultés entre le 4 août et le 25 novembre 2025 ;
- VU** l'avis favorable du maire de Naujac-sur-Mer (33 390) sur la proposition d'usage futur du site ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 novembre 2025 ;
- VU** la communication au pétitionnaire du projet du présent arrêté, par courriel du 26 novembre 2025, conformément aux dispositions de l'article R.512-46-17 du code de l'environnement ;
- VU** les observations du pétitionnaire reçues par courriel du 8 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement du 1er avril 2025 susmentionnée justifie du respect des prescriptions des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande exprimée par la société COLAS FRANCE d'aménagement de la fréquence des mesures des retombées de poussières prévue par l'article 57 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 susvisé ne permet pas de garantir la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement au vu des différentes campagnes de

traitement des matériaux prévues au cours de l'année ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à un usage industriel sur la plateforme et un usage en renaturation au niveau du plan d'eau et des zones naturelles ;

CONSIDÉRANT la localisation du projet :

- hors zone listée au 2-c de l'annexe III de la directive 2011/92/UE susvisée ;
- en dehors de toute zone naturelle remarquable protégée ou répertoriée dans le cadre d'inventaires écologique, faunistique et floristique ;
- en zone forestière qui permet l'installation du projet de recyclage et de traitement de matériaux inertes ;

CONSIDÉRANT le caractère peu significatif des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, installations, ouvrages ou travaux existants et/ou approuvés dans cette zone ;

CONSIDÉRANT que les caractéristiques du projet et notamment en matière d'utilisation des ressources naturelles, de production de déchets, de rejets ou de nuisances n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

CONSIDÉRANT qu'au vu du dossier remis, le pétitionnaire s'engage à mettre en place les mesures suivantes visant à éviter et réduire les incidences du projet sur son environnement, notamment en ce qui concerne les points suivants :

- Rejets atmosphériques :
 - Procédé de lavage-criblage en eau donc sans émission de poussières ;
 - Habitations les plus proches à environ 300 m des limites du site et protégées par une forêt de pins ;
 - Réduction des émissions par aspersion des pistes en période sèche et venteuse ;
 - Produits fins stockés sous abris ;
 - Bâchage des camions au besoin.
- Rejets aqueux :
 - Aucun rejet à l'extérieur du site ;
 - Installation de lavage fonctionnant en circuit fermé avec eau prélevée dans le bassin d'eau claire (4 000 m3/an), eaux de procédé envoyées vers le canal de décantation ;
 - Site entièrement entouré de fossés et merlons dirigeant les eaux de ruissellement vers le canal de décantation, entretenu par curage annuel (environ 600 m3) et dont les matériaux sont ressuyés et valorisés dans la carrière voisine ;
 - Les eaux susceptibles d'être polluées (zones imperméabilisées, atelier, cuve GNR, ravitaillement et lavage des engins) sont réceptionnées dans un séparateur à hydrocarbures. Des kits anti-pollution seront disponibles sur place. Des procédures et formations en cas de déversement sont établies.
- Bruit :
 - Engins équipés d'avertisseurs à fréquences mélangées dits « cri du lynx » ;
 - Horaires 7h30-12h et 13h30-17h30 ou 16h30 le vendredi ;
 - Mesures de bruit à réaliser lors de la première campagne, et mesure déjà réalisée en janvier 2025 : 0 dB d'émergence et bruit ambiant 40 dB.
- Intégration paysagère :
 - Merlons végétalisés existants (pins de plusieurs mètres de haut) ;
 - Installations peu visibles et déjà existantes.

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 susvisée ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale, notamment par rapport à la localisation du projet, à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées, au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux et compte tenu des mesures d'évitement et de réduction précitées ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que la teneur des aménagements sollicités par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'enregistrement par rapport aux prescriptions générales applicables ne justifie pas de demander un dossier complet d'autorisation ;

CONSIDÉRANT en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le courrier du 13 mai 2016 demandant l'acquisition de droits au bénéfice de l'antériorité pour les installations relevant des rubriques n° 2515, 2517, 2521 et 4801 à déclaration de la nomenclature des ICPE comportait une erreur car il faisait référence à la carrière voisine, toujours en exploitation, sur les parcelles AP 1, 22 et 24 alors qu'elle portait en réalité sur les parcelles AR 8, 23pp, 24, 25pp et 26 objet de la présente demande d'enregistrement ;

CONSIDÉRANT que dans ses observations sur le projet du présent arrêté, le pétitionnaire indique qu'une erreur supplémentaire dans le courrier du 13 mai 2016 n'avait pas été relevée donc reconduite dans la mesure où le volume d'activité pour la centrale d'enrobage soumise à déclaration au titre de la rubrique 2521 est de 1 000 t/j et non 100 t/j, avec seulement une quinzaine de jours par an de fonctionnement à ce niveau maximal d'activité depuis au moins dix ans, sans aucune plainte à ce jour ;

CONSIDÉRANT que cette modification ne modifie pas le régime applicable aux installations concernées, que la régularisation de l'historique du site relève de droits acquis au titre de l'antériorité et qu'à ce jour aucune plainte concernant les impacts en bruit, odeur ou trafic routier n'a été portée à la connaissance de l'inspection des installations classées et qu'il y a donc lieu de donner acte de cette correction ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Gironde.

ARRÊTE

TITRE 1 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

Article 1.1 – Bénéficiaire et portée.

Les installations de la société COLAS FRANCE (SIRET n°329 338 883 01631) dont le siège social est situé à Paris (75015), faisant l'objet de la demande susvisée du 1er avril 2025 sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Naujac-sur-Mer (33390) au lieu-dit « Landes de la Pouyère », sur les parcelles cadastrales de la section AR numérotées 8, 23pp, 24, 25pp et 26. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

Article 1.2 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime
2515-1a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. a) La puissance installée étant supérieure à 200 kW	534 kW	E
2517-1	1. Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m ²	34 610 m ²	E
2521-2	2. Station d'enrobage au bitume de matériaux routiers, à froid b) Supérieure à 100 t/j, mais inférieure ou égale à 1 500 t/j	1 000 t/j	D
4801-2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	50 t	D

Régime : E (enregistrement), D (déclaration)

Article 1.3 – Situation de l'établissement.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieux-dits
Naujac-sur-Mer	AR 8, 23pp, 24, 25pp et 26	Landes de la Pouyère

Les installations mentionnées à l'article 1.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.4 – Conformité au dossier d'enregistrement.

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 1er avril 2025 complétée le 17 juillet 2025.

Article 1.5 – Mise à l'arrêt définitif.

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage industriel sur la plateforme et un usage en renaturation au niveau du plan d'eau et des zones naturelles, tel que défini à l'article D.556-1 A du code de l'environnement.

Article 1.6 – Prescriptions des actes antérieurs.

Les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont abrogées. Acte est donné des droits acquis au titre de l'antériorité demandés par courrier en date du 13 mai 2016 pour les rubriques 4801 et 2521 soumises à déclaration sur les parcelles objet du présent arrêté.

Article 1.7 - Arrêtés ministériels de prescriptions générales.

S'appliquent à l'établissement a minima les prescriptions des textes réglementaires suivants :

- arrêté ministériel de prescriptions générales (article L.512-7 du code de l'environnement) du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 516 ou 2517 ;
- arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature des ICPE ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 12-10 du code de l'environnement) du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 521 ;
- arrêté ministériel de prescriptions générales (article L. 12-10 du code de l'environnement) du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 4801).
- arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments en application de l'article R.541-43-1 du code de l'environnement.

Article 1.8 - Arrêtés ministériels de prescriptions générales, aménagements des prescriptions.

La demande d'aménagement de la fréquence de mesure des retombées de poussières n'est pas accordée. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle, conformément à l'article 57 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 qui demeure applicable.

TITRE 2- MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS.

Article 2.1 – Frais.

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 2.2 – Délais et voies de recours.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R.514-3-1 du code de l'environnement**, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'arrêté leur a été notifié ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 2.3 – Publicité.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-24 du code de l'environnement, le présent arrêté fait l'objet des mêmes mesures de publicité que celles prévues par l'article R.181-44 pour l'arrêté d'autorisation environnementale :

1° Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de Naujac-sur-Mer et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Naujac-sur-Mer pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application notamment de l'article R.512-46-11, à savoir les communes de Naujac-sur-Mer et Gaillan-en-Médoc ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 2.4 - Exécution.

Le présent arrêté sera notifié à la Société COLAS FRANCE.

Une copie de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Gironde,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de Naujac-sur-Mer,
- Monsieur le Maire de Gaillan-en-Médoc,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le 15 DEC. 2025

Le Préfet,

~~Pour le Préfet et par délégation~~
le Secrétaire Général

François DRAPÉ